

Visite du CIO dans les Alpes françaises : Des Jeux pour les Jeux et non pour les gens.

Le Comité International Olympique était cette semaine en visite sur les sites des JO 2030 dans les Alpes françaises. L'occasion d'en savoir plus sur les détails de cette organisation qui se fait sans l'implication des citoyen.nes directement concerné.es.

La question de "l'héritage" que laisseront ces Jeux n'a eu de cesse d'être évoquée par les promoteurs de la candidature qui citent comme exemple les jeux olympiques de 1992 à Albertville. Contrairement à ce qui pouvait être visible à Albertville, l'argent public financera les Jeux pour les Jeux et non pour les gens. Finies les infrastructures qui bénéficient à toute la population. Pour preuve, au Grand Bornand le village olympique de 700 places sera transformé en résidence de tourisme.

***"Les territoires concernés par les Jeux de 2030 savent d'ores et déjà, qu'ils ne pourront rien en attendre, notamment en matière de transport ferroviaire. Les délais sont trop courts pour de nouveaux projets et pour améliorer la desserte malgré le contrat plan Etat-Région en cours de négociation"* assure Cécile Michel, co-présidente du groupe Les Ecologistes**

De plus, en Auvergne-Rhône-Alpes, les communes et agglomérations qui seront impactées par cet événement international ; en dehors des villes accueillant des épreuves ; sont tenues à l'écart des négociations. Elles n'ont pas été sollicitées pour être associées au dossier de candidature et ne sont pas informées des retombées qu'elles pourraient en attendre.

***"A l'heure du dérèglement climatique et de la cure d'austérité générale annoncée à la population, nous nous interrogeons sur la pertinence de consacrer encore des milliards d'euros à cet événement sans aucune consultation citoyenne."* affirme Claudie Ternoy-Léger, conseillère régionale et élue à la ville d'Albertville.**

***"Nous l'affirmons aujourd'hui : nul besoin d'attendre d'organiser des Jeux Olympiques et Paralympiques pour rebâtir des services publics de qualité et des conditions de vie durables dans nos montagnes et nos vallées. Il s'agit là de choix politiques !"* témoigne Fabienne Grébert, conseillère régionale et élue à la ville d'Annecy.**

Ces choix fondamentaux pour l'avenir des territoires de notre Région ne peuvent se limiter à une logique de dépendance à l'organisation de grandes compétitions sportives pour attirer des investisseurs. L'avenir de nos territoires, en particulier de nos territoires de montagne, impose la tenue d'un débat public qui associe **professionnel.les de la montagne, habitant.es, sportif.ves, associations, élu.es et tous ceux et celles qui aspirent à vivre à la montagne toute l'année.**

Si fête il doit y avoir en 2030, c'est une fête pour célébrer notre capacité à réussir la transition dans des conditions démocratiques et économiques vertueuses.

Contact presse : Fabienne Grébert - conseillère régionale de Haute-Savoie (06 72 88 92 91)